FICHE DE POSTE

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

Intitulé du poste :	Chargé(e) de projets
Famille professionnelle (RMFP) :	Diplomatie / Relations internationales
Emploi-type (RMFP) :	Chargée / chargé de la mise en œuvre des actions de coopération internationale
Corps concernés :	Attaché d'administration de l'Etat / autre corps de catégorie A / contractuel
Grade :	-
Affectation :	École nationale de la Magistrature
Localisation :	3 ter quai aux Fleurs 75004 Paris
Poste profilé :	Non
Groupe RIFSEEP :	3

MISSIONS ET ORGANISATION DU SERVICE

L'École nationale de la magistrature, établissement public administratif doté d'un budget autonome, est en charge de la formation initiale et continue des magistrats de l'ordre judiciaire et de l'organisation du recrutement de ses élèves. L'École se répartit sur deux sites distincts : l'un situé à Bordeaux, siège de l'École, du cabinet, de la direction en charge des recrutements, de la formation initiale et de la recherche, et du secrétariat général, l'autre localisé à Paris où se trouve la direction en charge de la formation continue, de l'international et des formations professionnelles spécialisées.

La sous-direction du département international (DI) est chargée de la coopération internationale mise en œuvre par l'ENM, en ayant pour objectifs d'aider les pays partenaires de la France à mettre en place et moderniser leurs systèmes de formation des juges et procureurs (ou autres professions partenaires de la justice), de faire connaître le système judiciaire et les bonnes pratiques professionnelles de la justice française à l'étranger et, en général, de développer le rayonnement de l'Ecole, et à travers elle celui de la France, à l'étranger.

Les activités du DI recouvrent le champ de la formation des magistrats étrangers (assurée en France ou dans le pays demandeur) et celle de la formation des magistrats français souhaitant acquérir une expérience à l'international (programmes d'échanges européens ou stages à l'étranger), incluant également appui et assistance technique aux instituts de formation judiciaire étrangers, en voie de création ou souhaitant se professionnaliser. Ainsi, le DI réalise ses actions dans le cadre de projets bilatéraux, de jumelage ou d'appels d'offres sur financements multilatéraux de l'UE ou de grands bailleurs de fonds internationaux. Il pilote et coordonne la mise en œuvre opérationnelle de missions à l'étranger, intégrant les dimensions de gestion publique et d'adaptabilité face à leurs évolutions.

Composition et effectifs du service

Le DI, organisé autour d'un pôle activités et d'un pôle ressources, est composé de 17 personnes. La sous-directrice du DI dirige l'ensemble du département avec l'appui de deux adjoints en charge, respectivement, du pôle Activités et du pôle Ressources.

DESCRIPTION DU POSTE

Le/la chargé(e) de coopération internationale travaille pour chaque projet/activité sous la responsabilité d'un/e magistrat/e, qu'il/elle accompagne sur tout le cycle de gestion propre à chaque projet/activité. Il/elle garde la responsabilité finale de la mise en œuvre, en bénéficiant dans l'ensemble de ses tâches de l'appui du pôle ressources.

Le/la chargé(e) de coopération internationale accomplit les principales tâches suivantes :

Ingénierie de projets de coopération à l'international :

- Participation, dans ses domaines de compétence technique, aux activités conduites dans le cadre de la stratégie de coopération internationale de l'ENM : mise en place ou renforcement d'écoles de formation judiciaire, missions d'expertise, lobbying, activités de formation ou d'assistance technique, conception, gestion et suivi de projets sur financement bilatéraux et multilatéraux ;

- Représentation de l'ENM dans divers groupes de travail, interlocuteur privilégié au sein du DI entre toutes les parties prenantes du projet/activité (partenaires, bailleurs/clients, bénéficiaires, experts, services internes ENM) ;

- Veille des appels d'offres et appels à propositions émis par les bailleurs institutionnels.

Montage de projets/activités sur financements extérieurs :

- Préparation de méthodologies, chronogrammes et plans de formation des projets ;

- Gestion de projets sur financements extérieurs, intégrant préparation et suivi de budgets ;

- Garant du respect des procédures des bailleurs/clients (en particulier Union Européenne et AFD)

Gestion administrative et financière des projets/activités du département :

- Garant du respect des procédures des bailleurs/clients et de l'ENM dans l'exécution administrative et financière, notamment sur la facturation des actions, en lien avec le service financier de l'ENM ;

- Garant de la bonne exécution du contrat/projet, du reporting technique et financier, incluant les réallocations éventuelles entre activités et lignes budgétaires ;

- Relation avec les experts (contractualisation, supervision de l'organisation des missions, suivi de leur mise en œuvre).

Développement d'activités délivrées à distance

- Conception et préparation d'activités de formation ou d'expertise sous un format distanciel, en adaptant les contenus aux exigences pédagogiques de ce format spécifique ;

- Utilisation des outils mis en œuvre par l'ENM pour répondre aux besoins de formation à distance.

Le/la chargé(e) de coopération internationale a pour mission de veiller à la mise en œuvre d'un projet de coopération, financé par la Commission européenne, visant à développer des actions de formation à l'attention de différents professionnels européens (magistrats, avocats, éducateurs spécialisés, juristes assistants) confrontés à

l'accompagnement et à la prise en charge des mineurs non accompagnés, qu'ils soient auteurs, témoins ou victimes dans le cadre de procédures pénales, afin de garantir un meilleur respect de leurs droits, notamment dans les affaires complexes liées à la criminalité organisée transfrontalière. En lien étroit avec un comité de pilotage et un comité scientifique, sont prévues la tenue de deux séminaires, à Roubaix et Naples (Italie), et d'une conférence finale, ainsi que la livraison de fiches techniques et de kits d'information à l'attention des mineurs et des professionnels européens.

Le/la chargé(e) de coopération internationale peut être sollicité(e) pour toute tâche/action ad-hoc mise en œuvre par le DI ou en lien avec le développement et la professionnalisation de l'activité du département. Il/elle peut être aussi amené(e) à participer aux projets portés par la direction de l'ENM. Le portefeuille de projets en gestion évolue en fonction de l'activité générale du département, avec une évaluation régulière de la charge de travail de l'équipe.

COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances

Bac+5 en sciences politiques, ingénierie et/ou économie du développement, droit ou équivalent

Connaissance des procédures des bailleurs, en particulier celle de l'UE

Maîtrise de l'anglais obligatoire, maitrise d'une autre langue appréciée

Maitrise de l'outil informatique, goût pour les nouveaux médias et réseaux sociaux

Savoir-être

Goût et expérience de travail en équipe et des relations humaines

Sens relationnel développé en raison de la diversité des contacts institutionnels comme individuels

Savoir-faire

Aptitude aux tâches de réflexion, conception, gestion et suivi des projets

Compétences rédactionnelles et financières

Capacités rédactionnelles, de communication et de développement des réseaux relationnels

Ce poste s'adresse prioritairement à des personnes disposant d'une expérience professionnelle préalable comprise entre 2 et 5 ans, ayant de préférence donné lieu à la gestion de projets européens.

CONDITIONS

Il s'agit d'un poste basé à Paris. Le/la chargé(e) de coopération internationale est amené(e) à effectuer des missions d'identification et de suivi de projets dans les pays dans lesquels il/elle intervient, et les déplacements à l'étranger font ponctuellement partie de son activité.

RENSEIGNEMENTS ET CANDIDATURES

Monsieur Hugo PLAILLY, adjoint à la sous-directrice, chef de service, en charge du pôle ressources
01.44.41.88.44 – hugo.plailly@justice.fr

Avec copie obligatoire au service des ressources humaines : mobilite-externe.enm@justice.fr